

Rubrique 4 (2014-2015)

Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique, ASBL, Rue Basse Marcelle 26, 5000 Namur

Jeugdbond voor Natuur en Milieu, ASBL, Kortrijksepoortstraat 192, 9000 Gent

STICHTING LODEWIJK de RAET, FUP, Koningin Maria Hendrikaplein 64 A, 9000 Gent

Vlaamse actieve senioren, ASBL, Lange Winkelhaakstraat 38, 2060 Antwerpen

Vrede, ASBL, Dok Noord 4 E bus 3, 9000 Gent

Rubrique 5 (2014-2015-2016)

Association Royale Office généalogique et héraldique de Belgique, ASBL, Parc du Cinquantenaire 10, 1000 Bruxelles

Défense des Enfants-International-Belgique-Branche francophone, ASBL, Rue Marché aux Poulets 30, 1000 Bruxelles

Fédération Nationale des Compagnies Dramatiques d'Amateurs de la Communauté de Langue française de Belgique, ASBL, Rue de Flandre 46, 1000 Bruxelles

GRATTE, ASBL, Rue Philippe Le Bon 6, 1000 Bruxelles

Rubrique 6 (2014-2015-2016-2017)

Vlaams Nationaal Jeugdverbond, ASBL, Zillebekelaan 19, 2600 Berchem

Rubrique 7 (2014-2015-2016-2017-2018)

AMNESTY INTERNATIONAL BELGIQUE FRANCOPHONE, ASBL, Rue Berckmans 9, 1060 Bruxelles

Fédération Francophone des Sourds de Belgique, ASBL, Rue Van Eyck 11A/4, 1050 Bruxelles

« Vie féminine », mouvement féministe d'action interculturelle et sociale, ASBL, Rue de la Poste 111, 1030 Bruxelles

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 11 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Rubriek 4 (2014-2015)

Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique, VZW, Rue Basse Marcelle 26, 5000 Namur

Jeugdbond voor Natuur en Milieu, VZW, Kortrijksepoortstraat 192, 9000 Gent

STICHTING LODEWIJK de RAET, SON, Koningin Maria Hendrikaplein 64A, 9000 Gent

Vlaamse actieve senioren, VZW, Lange Winkelhaakstraat 38, 2060 Antwerpen

Vrede, VZW, Dok Noord 4 E bus 3, 9000 Gent

Rubriek 5 (2014-2015-2016)

Association Royale Office généalogique et héraldique de Belgique, VZW, Jubelpark 10, 1000 Brussel

Défense des Enfants-International-Belgique-Branche francophone, VZW, Kiekenmarkt 30, 1000 Brussel

Fédération Nationale des Compagnies Dramatiques d'Amateurs de la Communauté de Langue française de Belgique, VZW, Vlaamsesteenweg 46, 1000 Brussel

GRATTE, VZW, Filips de Goedestraat 6, 1000 Brussel

Rubriek 6 (2014-2015-2016-2017)

Vlaams Nationaal Jeugdverbond, VZW, Zillebekelaan 19, 2600 Berchem

Rubriek 7 (2014-2015-2016-2017-2018)

AMNESTY INTERNATIONAL BELGIQUE FRANCOPHONE, VZW, Berckmansstraat 9, 1060 Brussel

Fédération Francophone des Sourds de Belgique, VZW, Van Eyckstraat 11A/4, 1050 Brussel

« Vie féminine », mouvement féministe d'action interculturelle et sociale, VZW, Poststraat 111, 1030 Brussel

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 11 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2015/00162]

26 FEVRIER 2015. — Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne l'octroi d'une autorisation de séjour temporaire au mineur étranger non accompagné (1). — Avis rectificatif

Au *Moniteur belge* n° 2015/000144, du 16 mars 2015, page 16911, il y a lieu d'apporter la correction suivante : — lire l'intitulé comme ci-dessus;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2015/00162]

26 FEBRUARI 2015. — Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de toekenning van een tijdelijke machtiging tot verblijf aan de niet-begeleide minderjarige vreemdeling (1). — Rechtzetting

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 2015/000144, van 16 maart 2015, blz. 16911, moet de volgende correctie worden aangebracht : — moet de hoofding gelezen worden zoals hierboven;

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2015/201019]

11 MARS 2015. — Arrêté royal portant exécution de l'article 3, § 5, 3° de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, est pris en exécution de l'article 3, § 5, 3° de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2015/201019]

11 MAART 2015. — Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 3, § 5, 3° van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen is genomen in uitvoering van artikel 3, § 5, 3° van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Aux termes de cet article 3, § 5, 3° les dispositions des articles 9, 10 et 12 ne sont pas applicables aux traitements de données à caractère personnel gérées en vue de l'exercice de leurs missions de police administrative, par d'autres autorités publiques qui ont été désignées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Ce projet d'arrêté royal concerne les fonctionnaires qui sont sous l'autorité des Ministres compétents dans le domaine des affaires sociales, de l'emploi, des pensions et des indépendants, ainsi que les fonctionnaires de certains parastataux sociaux qui ressortissent à ces Ministres, et qui sont chargés du contrôle de l'application des lois et règlements en matière de droit du travail et de la sécurité sociale. Ces fonctionnaires seront nommés ci-après « inspecteurs sociaux ». Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les inspecteurs sociaux contrôlent le respect de la législation sociale sur base des dispositions prévues par le Livre 1^{er}, Titre 2 du Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux peuvent, lors de l'exercice de leur mission, à toute heure du jour ou de la nuit, sans avertissement préalable, pénétrer librement dans tous les lieux de travail ou autres lieux soumis à leur contrôle ou dans lesquels ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer qu'y travaillent des personnes soumises aux dispositions des législations dont ils exercent la surveillance. Ils peuvent en outre procéder à tout examen, contrôle et audition, et recueillir toutes les informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions des législations dont ils exercent la surveillance sont effectivement observées.

Conformément à l'article 55 du Code pénal social, tous les services de l'Etat sont tenus de fournir aux inspecteurs sociaux, à leur demande, tous renseignements que ces derniers estiment utiles au contrôle du respect de la législation dont ils sont chargés, ainsi que de leur produire pour en prendre connaissance, tous les supports d'information et de leur en fournir des copies sous n'importe quelle forme. Toutefois, tous les renseignements et tous les supports d'information recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Les inspecteurs sociaux ont le droit de donner des avertissements, de fixer un délai pour se mettre en règle, et de dresser des procès-verbaux.

Les données ainsi rassemblées contiennent entre autres des données à caractère personnel sur les personnes physiques. Compte tenu de la tâche des inspecteurs sociaux décrite ci-dessus, il leur est impossible d'informer les employeurs, concernés par les données à caractère personnel précitées, du fait que ces données sont rassemblées et seront traitées. Leurs missions de police administrative perdront également leur impact lorsque l'on donnera à la personne concernée le droit de prendre connaissance des données qui la concernent et qui sont en cours de traitement.

Il est évident que lorsqu'un inspecteur social rassemble par exemple des données au sujet d'une personne dont on soupçonne qu'elle se rend coupable de travail au noir ou d'emploi de clandestins, cette dernière n'est pas mise au courant. Si l'inspecteur social était obligé d'agir de la sorte, on donnerait ainsi à l'employeur suspect la possibilité de mettre fin à ses activités illégales pour un temps déterminé ou de faire disparaître des preuves de telle sorte qu'un contrôle ultérieur n'ait plus de sens.

Cela serait sans aucun doute contraire à l'esprit de la législation relative à l'inspection du travail et des lois et réglementations sociales sur lesquelles les inspecteurs sociaux doivent exercer leur contrôle.

Il en est de même pour la Direction des amendes administratives de la Division des études juridiques, de la documentation et du contenu du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale qui, pour l'exécution de sa mission fixée par le Livre 1^{er}, Titre 4, Chapitre 3 du Code pénal social, doit traiter les documents provenant des inspecteurs sociaux, ainsi que pour le Service des amendes administratives de l'Institut national des assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Commentaire des articles

L'article 1^{er} énumère les services publics auxquels ce projet est applicable.

Volgens dit artikel 3, § 5, 3° zijn de bepalingen van de artikelen 9, 10 en 12 niet van toepassing op de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd, met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke politie, door andere openbare overheden die aangewezen zijn bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Dit ontwerp van koninklijk besluit betreft de ambtenaren die onder het gezag staan van de Ministers tot wiens bevoegdheid sociale zaken, werk, pensioenen en zelfstandigen behoren, alsmede de ambtenaren van sommige sociale parastatalen die ressorteren onder deze Ministers, en die belast zijn met het toezicht op de toepassing van de wetten en reglementen betreffende het arbeidsrecht en de sociale zekerheid. Deze ambtenaren worden verder "sociale inspecteurs" genoemd. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de sociale inspecteurs toezicht op de naleving van de sociale wetgeving op grond van de bepalingen vervat in Boek 1, Titel 2 van het Sociaal Strafwetboek.

De sociale inspecteurs mogen bij de uitoefening van hun opdracht op elk ogenblik van de dag of van de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, vrij binnen gaan in alle werkplaatsen of andere plaatsen die aan hun toezicht onderworpen zijn of waarvan zij redelijkerwijze kunnen vermoeden dat daar personen tewerkgesteld zijn die onderworpen zijn aan de bepalingen van de wetgevingen waarop zij toezicht uitoefenen. Ze mogen bovendien overgaan tot elk onderzoek, elke controle en elk verhoor, alsook alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de wetgevingen waarop zij toezicht uitoefenen, werkelijk worden nageleefd.

Overeenkomstig artikel 55 van het Sociaal Strafwetboek zijn alle diensten van de Staat gehouden aan de sociale inspecteurs, op hun verzoek, alle inlichtingen te geven die laatstgenoemden nuttig achten voor het toezicht op de naleving van de wetgeving waarmee ze belast zijn, alsmede gelijk welke informatiedragers voor te leggen en kopieën ervan te verstrekken onder gelijk welke vorm. Evenwel mogen de inlichtingen en informatiedragers die werden verzameld tijdens de uitvoering van taken opgelegd door de rechterlijke overheid, enkel worden meegedeeld met de uitdrukkelijke machtiging van de rechterlijke overheid.

De sociale inspecteurs hebben het recht waarschuwingen te geven, een termijn te bepalen om zich in regel te stellen en processen-verbaal op te maken.

De aldus verzamelde gegevens bevatten onder meer persoonsgegevens van natuurlijke personen. Met het oog op de hierboven omschreven taak van de sociale inspecteurs, is het onmogelijk dat ze de werkgevers, op wie de vermelde persoonsgegevens betrekking hebben, in kennis stellen van het feit dat deze gegevens verzameld zijn en verwerkt zullen worden. Hun opdrachten van bestuurlijke politie zullen eveneens hun impact verliezen wanneer aan de betrokken persoon het recht gegeven wordt kennis te verkrijgen van de hem betreffende gegevens die in een verwerking zijn opgenomen.

Het is evident dat wanneer een sociale inspecteur bijvoorbeeld gegevens verzamelt omtrent een persoon van wie vermoed wordt dat hij zich schuldig maakt aan zwartwerk of tewerkstelling van illegalen, deze laatste hieromtrent niet op de hoogte wordt gebracht. Indien de sociale inspecteur hiertoe namelijk zou verplicht worden, zou de verdachte werkgever in de mogelijkheid worden gesteld zijn illegale praktijken te stoppen voor een bepaalde tijd of bewijzen te doen verdwijnen zodat een verdere controle geen zin meer zou hebben.

Dit zou uiteraard strijdig zijn met de geest van de wetgeving betreffende de arbeidsinspectie en van de sociale wetten en reglementeringen waarop de sociale inspecteurs toezicht dienen te houden.

Hetzelfde is waar voor de Directie van de administratieve geldboeten van de Afdeling van de juridische studiën, de documentatie en de geschillen van de Federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg die, voor de uitoefening van zijn opdracht, bepaald bij Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 3 van het Sociaal Strafwetboek, de stukken dient te verwerken afkomstig van de sociale inspecteurs, alsook voor de Dienst administratieve geldboeten van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1 geeft een opsomming van de openbare diensten waarop dit ontwerp van toepassing is.

Conformément à l'article 3, § 5, 3° de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les dispositions des articles 9, 10 et 12 de la loi précitée ne sont pas applicables au traitement de données à caractère personnel gérées, en vue de l'exercice de leurs missions de police administrative, par les autorités publiques énumérées dans cet article.

Les fonctionnaires qui relèvent de l'autorité du Ministre compétent dans le domaine de l'emploi ou ressortissent à un parastatal social sous la compétence de ce Ministre, sont les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales et de la Direction générale Contrôle du bien-être au travail, les conciliateurs sociaux et conciliateurs sociaux-adjoints de la Direction générale des Relations Collectives de travail, les inspecteurs du laboratoire de toxicologie industrielle de la Division du contrôle des risques chimiques, la Direction des amendes administratives de la Division des études juridiques, de la documentation et de contentieux et les contrôleurs, contrôleurs-adjoints et inspecteurs-adjoints des bureaux du chômage de l'Office national de l'emploi, ainsi que les membres de l'Inspection générale de cet Office.

Les fonctionnaires qui relèvent de l'autorité du Ministre compétent dans le domaine de la sécurité sociale ou ressortissent à un parastatal social sous la compétence de ce Ministre, sont les inspecteurs sociaux des services suivants:

L'Inspection sociale du Service public fédéral Sécurité Sociale, l'Administration des services du contrôle, direction du contrôle et direction de l'inspection de l'Office national de sécurité sociale, le service de l'inspection du Fonds des accidents du travail, l'inspection sociale et l'inspection comptable de l'Office national des vacances annuelles, le Service du contrôle administratif et le Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, le Service de contrôle de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, le Service constatation du risque du Fonds des maladies professionnelles, la Sécurité Sociale Locale de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale et l'Office de contrôle des mutualités et des Unions nationales de mutualités.

Les fonctionnaires qui ressortissent à un parastatal social sous la compétence du Ministre compétent dans le domaine des pensions, sont les inspecteurs sociaux du Service Adaptation - contrôle de l'Office national des pensions.

Les fonctionnaires qui relèvent de l'autorité du Ministre compétent dans le domaine des indépendants ou ressortissent à un parastatal social sous la compétence de ce Ministre, sont les inspecteurs sociaux de l'Institut national des assurances sociales pour travailleurs indépendants et le Service des amendes administratives de l'Institut national des assurances sociales pour travailleurs indépendants.

L'article 2 prévoit la date d'entrée en vigueur du projet.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier ministre et ministre de l'Emploi,
de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur
K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E.,
de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale,
W. BORSUS

11 MARS 2015. — Arrêté royal portant exécution de l'article 3, § 5, 3° de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, l'article 3, § 5, 3°, remplacé par la loi du 11 décembre 1998;

Vu l'avis n° 09/2010 de la Commission pour la protection de la vie privée, donné le 17 mars 2010;

Overeenkomstig artikel 3, § 5, 3° van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens zijn de bepalingen van de artikelen 9, 10 en 12 van voormelde wet niet van toepassing op de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd, met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke politie, door de in dit artikel opgesomde openbare overheden.

De ambtenaren die onder het gezag staan van de Minister tot wiens bevoegdheid het werk behoort, of ressorteren onder een sociale parastatale onder de bevoegdheid van deze Minister, zijn de sociale inspecteurs van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale wetten en van de Algemene Directie Toezicht op het Welzijn op het Werk, de sociale bemiddelaars en adjunct-sociale bemiddelaars bij de Algemene directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen, de inspecteurs van het laboratorium voor industriële toxicologie van de Afdeling van het toezicht van de chemische risico's, de Directie van de administratieve geldboeten van de Afdeling van de juridische studiën, de documentatie en de geschillen, alsmede de controleurs, adjunct-controleurs en adjunct-inspecteurs in de werkloosheidsbureaus van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en de leden van de Algemene inspectie van die Rijksdienst.

De ambtenaren die onder het gezag staan van de Minister tot wiens bevoegdheid de sociale zaken behoort, of ressorteren onder een sociale parastatale onder de bevoegdheid van deze Minister zijn de sociale inspecteurs van de volgende diensten:

De Sociale inspectie van de Federale overheidsdienst Sociale Zekerheid, het Bestuur der controlediensten, directie controle en directie inspectie van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de inspectiedienst bij het Fonds voor arbeidsongevallen, de sociale inspectie en de boekhoudkundige inspectie bij de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie, de Dienst voor administratieve controle en de Dienst voor geneeskundige controle van de Rijksdienst voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, de controledienst van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor werknemers, de Dienst risicobepaling bij het Fonds voor Beroepsziekten, de Lokale Sociale Zekerheid van de Dienst voor de Bijzondere Socialezekerheidsstelsels en de Controledienst voor de ziekenfondsen en de Landsbonden van ziekenfondsen.

De ambtenaren die ressorteren onder een sociale parastatale onder de bevoegdheid van de Minister tot wiens bevoegdheid pensioenen behoort, zijn de sociale inspecteurs van de toekenningsdienst - controle van de Rijksdienst voor Pensioenen.

De ambtenaren die onder het gezag staan van de Minister tot wiens bevoegdheid de zelfstandigen behoort, of ressorteren onder een sociale parastatale onder de bevoegdheid van deze Minister, zijn de sociale inspecteurs van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen en de Dienst administratieve geldboeten van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen

Artikel 2 bepaalt de datum van inwerkingtreding van het ontwerp.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer trouwe dienaars,

De Vice-eersteminister en minister van Werk,
Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel
K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s,
Landbouw en Maatschappelijke Integratie,
W. BORSUS

11 MAART 2015. — Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 3, § 5, 3° van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, artikel 3, § 5, 3°, vervangen bij de wet van 11 december 1998;

Gelet op het advies nr. 09/2010 van de Commissie voor de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 17 maart 2010;

Vu l'avis de l'inspection des Finances du 1^{er} février 2012;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation du 24 janvier 2014;
Vu l'avis 55.668/1 du Conseil d'Etat, donné le 10 juillet 2014;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, de Notre Ministre des Pensions et de Notre Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E., de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1. Les articles 9, 10, § 1^{er}, et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ne sont pas applicables aux inspecteurs sociaux et aux fonctionnaires des autorités publiques énumérées au § 2, dans le cadre de leurs missions de police administrative visées dans Livre 1^{er}, Titre 2 et Titre 4, Chapitre 3 du Code pénal social.

§ 2. Ces autorités sont :

- Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;
- Office national de l'Emploi;
- Service public fédéral Sécurité sociale;
- Office national de Sécurité sociale;
- Office national des Vacances Annuelles;
- Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité;
- Agence fédérale pour les allocations familiales;
- Office des régimes particuliers de sécurité sociale;
- Fonds des Accidents du Travail;
- Fonds des Maladies professionnelles;
- Office de contrôle des Mutualités et des Unions nationales de mutualités;
- Office national des Pensions;
- Institut national des assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Art. 2. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Notre Ministre des Pensions et Notre Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E., de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier ministre et ministre de l'Emploi,
de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur
K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique
M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E.,
de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale
W. BORSUS

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 8 décembre 1993, *Moniteur belge* du 18 mars 1993.

Gelet op het advies van de inspectie van Financiën van 1 februari 2012;
Gelet op de regelgevingsimpactanalyse van 24 januari 2014;
Gelet op het advies 55.668/1 van de Raad van State, gegeven op 10 juli 2014;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s, Landbouw en Maatschappelijke Integratie en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De artikelen 9, 10, § 1, en 12 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens zijn niet van toepassing op de sociale inspecteurs en op de ambtenaren van de openbare overheden opgesomd in § 2, in het raam van hun opdrachten van bestuurlijke politie bedoeld in Boek 1, Titel 2 en Titel 4, Hoofdstuk 3 van het Sociaal Strafwetboek.

§ 2. Deze overheden zijn :

- Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;
- Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;
- Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid;
- Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
- Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie;
- Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;
- Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag;
- Dienst voor de Bijzondere Socialezekerheidsstelsels;
- Fonds voor Arbeidsongevallen;
- Fonds voor de Beroepsziekten;
- Controledienst voor de Ziekenfondsen en de Landsbonden van ziekenfondsen;
- Rijksdienst voor Pensioenen;
- Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen.

Art. 2. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s, Landbouw en Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en minister van Werk,
Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel,
K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s,
Landbouw en Maatschappelijke Integratie
W. BORSUS

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 8 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1993.